



## **CARSOC**

**Centre d'Appui au Renforcement de la Société Civile et la Bonne  
Gouvernance en R.D. Congo**

**Projet d'Appui à la Réingénierie de la Nation Congolaise - PARNaC**

# **PROGRAMME PERMANENT D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE CONGOLAISE - PADSOC**

***Pour construire une révolution démocratique en R.D.C. d'ici 2028***

**= Objectifs actualisés - Décembre 2024 =**

*« Notre constitution n'est pas bonne. Elle a été rédigée à l'étranger, par des étrangers, avec leur mode de fonctionnement. Notre constitution doit être rédigée par nous-mêmes. »*

*« Je ne changerai pas ce que j'ai dit à Kisangani. Il y aura des congolais qui vont se pencher sur cette constitution et voir ce qu'il y a à améliorer. Après, ils vont vous la soumettre, vous peuple, souverain primaire. »*

Propos du Président de la République :

<https://topcongo.live/articles/revision-ou-changement-de-la-constitution-felix-tshisekedi-imperturbable>

*« Notre campagne, à partir de demain, c'est pour le changement de la constitution. Que la population nous départage. Pour nous, c'est une question de vie ou de mort. »*

Propos du Secrétaire Général du parti présidentiel :

<https://topcongo.live/articles/pour-nous-le-changement-de-la-constitution-est-une-question-de-vie-ou-de-mort-kabuya>

Tels sont des propos désormais martelés par les tenants du pouvoir depuis octobre 2024. Contrairement à leur combat contre le changement de cette même Constitution lorsqu'ils étaient dans l'opposition, ceux-ci ont donc levé l'option d'imposer un **référendum constitutionnel**, pour profiter pendant qu'il est encore temps des faiblesses actuelles de la société civile congolaise afin de prolonger leur conservation du pouvoir.

## CONTENU

1. Justification .....	4
2. Mission .....	5
3. Objectifs et stratégies associées .....	5
4. Conclusion .....	7
Annexe 1 : Soutenir la mise en œuvre du PADSOC .....	8
Annexe 2 : Présentation du CARSOC et du PARNaC .....	9

**CONTACT: CARSOC**

Tél/whatsapp :	<b>+243 815 733 053</b>	<b>+1 514 970 8392</b>
Courriel :	<a href="mailto:carsocasbl@yahoo.com">carsocasbl@yahoo.com</a>	<a href="mailto:irsc.ong@gmail.com">irsc.ong@gmail.com</a>
Site :	<a href="http://www.changecongordc.org">www.changecongordc.org</a>	

## I. JUSTIFICATION

Aujourd'hui plus que jamais, la société civile congolaise porte le poids de se défendre et de défendre la nation contre sa classe politique actuelle qui, vraisemblablement, aurait fini par prendre les Congolais pour des idiots. Tenez :

- En 2018, un perdant a été substitué au vainqueur des élections pour devenir Président, à la vue et au su de tous, parce que tel en avait décidé le Président sortant pour partager le pouvoir avec ce dernier.
- En 2023, les machines à voter ont été intentionnellement distribuées aux partisans du pouvoir pour bourrer les urnes au profit de ses candidats. Résultats : 480 députés nationaux sur 500 pour le pouvoir, aucun ou presque député provincial pour l'opposition dans les 26 provinces du pays.
- En 2024, un projet de changer la Constitution par référendum est annoncé par les tenants du pouvoir. La démarche consistant à vouloir contourner la limite de deux mandats présidentiels imposés par la Constitution en vigueur. Un tel projet de référendum tient de l'assurance que les mêmes techniques qui ont fait leur preuve en 2018 et 2023 garantissent déjà la victoire.

Il devient donc urgent de redynamiser la société civile pour permettre au peuple congolais de reconquérir son statut de souverain primaire lui ravi par un petit groupe d'individus et, ainsi, changer cette classe politique en faisant entendre et respecter sa voix avant, pendant et après les scrutins à venir. Ceci d'autant plus que les forces politiques de l'opposition censées porter le combat politique ont beaucoup perdu en crédibilité et en influence au sein de la population congolaise. Sans changer la classe politique, non seulement le système institutionnalisé de prédation ne pourra être démantelé, mais aussi aucune gouvernance politico-institutionnelle et socio-économique ne pourra s'appliquer efficacement, encore moins produire le bien-être socio-économique des Congolais.

Il est également urgent de remobiliser la communauté internationale pour la sauvegarde de la démocratie et de l'État de droit en R.D.C. Car, contrairement à la période d'avant 2018, celle-ci semble s'être totalement désengagée par rapport à cette question en avalisant les forfaitures de 2018 et 2023 ainsi que la mauvaise gouvernance généralisée. Elle reste également silencieuse par rapport au projet en cours de changement de la Constitution, dont elle n'ignore par ailleurs le grand potentiel de déstabiliser davantage un État déjà en faillite et aux prises avec des conflits armés multiples sur son territoire.

Le Programme Permanent d'Appui au Développement de la Société Civile Congolaise (PADSOC) offre une stratégie pour créer cette capacité sociétale de faire face aux enjeux politiques en cours. Cette stratégie se décline à travers les objectifs, les activités et les résultats définis dans le document initial du PADSOC ([www.changecongordc.org](http://www.changecongordc.org)) pour créer une société civile mobilisée et mobilisable. Le présent document actualise cette stratégie pour intégrer les enjeux politiques en cours et la perspective d'une révolution démocratique à l'horizon 2028.

## II. MISSION

Le Programme Permanent d'Appui au Développement de la Société Civile Congolaise (PADSOC) vise à renforcer la société civile de la R.D.C. pour, d'un côté, mener la lutte pacifique en faveur de la démocratie et la bonne gouvernance et, de l'autre côté, changer la classe politique actuelle, celle au pouvoir comme celle à l'opposition.

## III. OBJECTIFS ET STRATÉGIES ASSOCIÉES

La mise en œuvre du PADSOC poursuit les quatre objectifs suivants :

### **Objectif 1 : Faire émerger une société civile mobilisée et mobilisable**

Le PADSOC va faire émerger au sein de chacun des territoires de 1445 paroisses de l'Église catholique une ou plusieurs structures composées des élites laïques locales (catholiques ou protestantes), renforcer leurs capacités organisationnelles et d'action, les mobiliser pour renforcer les capacités d'autres organisations formelles et informelles opérant dans les territoires de ces paroisses, les organiser en réseaux d'action locaux et supra-locaux pour coordonner la mobilisation des masses et, enfin, les mobiliser pour réaliser les trois objectifs ci-dessous. La stratégie pour faire émerger cette société civile mobilisée et mobilisable est détaillée dans le document initial du PADSOC.

### **Objectif 2 : Empêcher le changement rétrograde de la constitution de 2006**

Le PADSOC, à travers les structures locales créées dans les territoires des paroisses respectives, permettra :

1. Soit d'agir en amont ou au fur et à mesure de l'évolution du projet de changement constitutionnel, en mobilisant les citoyens pour exprimer leurs voix;
2. Soit d'agir en aval, dans le cas de la convocation d'un référendum constitutionnel, en renforçant les capacités des votants à faire des votes utiles pour sauver la démocratie, c'est-à-dire faire échouer le projet par les urnes.

### **Objectif 3 : Conquérir l'intégrité des scrutins à venir (entre 2025 et 2028)**

Le combat le plus important pour la société civile congolaise à partir de 2025 est celui de conquérir l'intégrité de tout scrutin qui pourrait être organisé dans l'avenir. C'est cette intégrité qui permettra, par exemple, de faire échec à toute tentative de changement rétrograde de la constitution par référendum. C'est également elle qui permettra de réaliser la révolution démocratique en changeant la classe politique à travers les élections à venir.

Les élections de 2018 et de 2023 ont démontré que les politiciens n'ont plus aucun respect pour les votes du souverain primaire qu'ils peuvent changer à leur guise. Il est prévisible que cela se reproduira en cas de référendum constitutionnel et aux élections suivantes si rien n'est fait pour les arrêter.

Aussi, il serait tout indiqué de profiter de la brèche ouverte par le projet de changement de la constitution pour ne pas limiter l'expression populaire du moment à ce seul enjeu politique. Dans cette optique, la société civile rendue mobilisée et mobilisable devra être engagée le plus tôt possible, c'est-à-dire partant de 2025, dans des revendications visant à conquérir l'intégrité des suffrages respectifs qui pourraient être organisés prochainement. Celles-ci porteraient par exemple sur la constitution d'une nouvelle commission électorale plus intègre, la révision de la loi électorale, le retrait des machines à voter de tous les scrutins, l'audit externe du fichier électoral de 2023 comme base des élections futures, ... Pour ce faire, il est essentiel de doter la société civile d'une organisation efficace (formelle ou informelle) pour coordonner les revendications (en toute indépendance des politiciens de la classe politique actuelle à changer).

#### **Objectif 4 : Changer la classe politique congolaise**

Le dernier objectif du PADSOC est le changement de la classe politique congolaise dans le cadre d'une révolution pacifique à travers les prochaines élections générales. La demande à cet égard est aujourd'hui généralisée dans toutes les couches de la société congolaise. Tout indique que la société est prête pour cela et qu'il ne manquerait que l'étincelle pour déclencher et concrétiser cette révolution. C'est la responsabilité des élites de la société civile de profiter de cette fenêtre d'opportunité d'une révolution démocratique en élaborant des stratégies pertinentes d'action quant à ce.

Une de ces stratégies serait celle de générer, au niveau national et local, un « mouvement social pour le changement de la classe politique ». Une autre serait une stratégie électorale efficace (organisation politique, sélection des candidats, campagne électorale, financement, ...) qui amènerait les congolais à ne voter que pour des candidats n'appartenant pas à l'actuelle classe politique. Par ailleurs, il faudra mobiliser suffisamment des ressources pour être prêt, en cas de besoin, d'user des mêmes méthodes (dons et cadeaux) que les politiciens pour conquérir les électeurs. Les détails de toutes ces stratégies font l'objet d'autres documents.

Dans cette perspective, le PADSOC va servir de catalyseur pour mettre rapidement la société civile à la tâche, plutôt que d'attendre l'approche des élections futures, afin d'abord de conquérir l'intégrité des élections et, ensuite, organiser de manière intelligente et efficace les processus socio-politiques pour changer la classe politique de la R.D.C.

En 2023, la société civile a pour la première fois mis le pied dans le jeu politique en se dotant de quelques organisations politiques pour présenter des candidats (de la société civile) à tous les scrutins. Plutôt que de se décourager vu les échecs réalisés, il faut plutôt considérer cette première tentative comme ayant été un rodage dont les leçons vont permettre de rafler la mise aux élections générales à venir si leur intégrité est assurée. A défaut de quoi, cette société civile devenue mobilisée et mobilisable à travers les activités du PADSOC sera en mesure d'empêcher le hold-up électoral de se répéter comme en 2018 et 2023.

#### IV. CONCLUSION

L'Église catholique et l'Église protestante de la R.D.C. sont les deux grandes structures de la société civile dont l'engagement de leurs hiérarchies envers la démocratie et la bonne gouvernance est sans faille, mais aussi les seules parmi les acteurs socio-politiques actuels dont l'engagement à mobiliser leurs fidèles peut changer le rapport de force avec les tenants du pouvoir (comme lors de la marche des chrétiens de 1992). Ce sont aussi les deux structures dont la présence sur l'ensemble du territoire national est effective à travers les paroisses disséminées sur l'ensemble du territoire national. Au niveau local, ces paroisses sont aussi les structures les mieux organisées et les mieux dotées autant en infrastructures qu'en ressources humaines constituées des élites locales actives comme paroissiens. Tous ces facteurs font de ces deux Églises le cadre institutionnel privilégié pour la mise en œuvre du PADSOC.

Ainsi, fort de la responsabilité que la Constitution impose à tout Congolais à travers son article 64, le PADSOC constituerait un moyen de mettre les Pères de ces deux grandes Églises devant leurs responsabilités historiques afin qu'ils allient leurs discours pour la démocratie et la bonne gouvernance à l'action qu'impose la conquête de celles-ci. Car, les luttes qui s'annoncent pourraient convoquer la mise en œuvre de la Théologie de la libération. Celle-ci devrait impliquer des « marches de chrétiens » comme moyen ultime de faire reculer les politiciens de leurs manœuvres de s'imposer et d'imposer leurs projets égoïstes sur le souverain primaire.

Aussi, face à la gravité de la situation et aux attaques publiques qu'ils subissent de la part des politiciens et officiels du régime, à commencer par le Président actuel lui-même et certains de ses ministres, les Pères de ces deux Églises pourraient utilement annoncer une position solennelle d'accompagner les chrétiens dans la mise en action de la Théologie de la libération, plutôt que de se défendre de s'immiscer en politique. Une telle annonce faite le plus tôt possible pourrait sensiblement changer la donne avant même que les chrétiens ne commencent des actions qu'une telle annonce impliquerait. Il y aurait, par exemple, ralliement aux Églises de certains membres de la coalition au pouvoir qui ont actuellement peur de prendre le risque de se désolidariser de façon isolée du projet de changement de la constitution. L'émergence et l'amplification d'un mouvement social pour le changement de la classe politique pourrait aussi bénéficier d'une telle attitude des Pères de ces Églises. Etc.

Le plaidoyer commencé par le CARSOC auprès de la hiérarchie de ces deux Églises pour l'adoption du PADSOC ainsi que les efforts de mobilisation des partenaires et des ressources pour sa mise en œuvre vont s'intensifier, avec comme objectif que ce programme débute au courant de la première moitié de 2025.

## **ANNEXE 1.**

### **Soutenir la mise en œuvre du PADSOC**

Le PADSOC est un vaste projet qui ambitionne de faire émerger environ 3.000 groupes citoyens d'action civique sur le territoire national (au moins deux groupes dans chacun des 1445 territoires des paroisses catholiques, un rattaché à une paroisse catholique et un autre à une paroisse protestante), renforcer leurs capacités organisationnelles et d'action, les mobiliser pour renforcer les capacités d'autres organisations formelles et informelles opérant dans les territoires de ces paroisses, les organiser en réseaux d'action locaux et supra-locaux pour coordonner la mobilisation des masses, ...

La mise en œuvre du PADSOC va beaucoup s'appuyer sur des ressources locales telles que le bénévolat et les cotisations des paroissiens. Toutefois, des soutiens externes seront essentiels pour permettre aux groupes citoyens respectifs de fonctionner efficacement et de bénéficier du renforcement de leurs capacités venant de divers intervenants.

Une des modalités d'appuis externes recherchés est le parrainage de chacun des 3.000 groupes citoyens ou chacun des 1445 territoires paroissiaux contenant au moins 2 groupes citoyens par une personnalité ou une organisation qui mobilisera des ressources de son réseau en leur faveur.

Un autre appui essentiel concerne le soutien au CARSOC pour réaliser le plaidoyer international à la fois pour la mobilisation des ressources de mise en œuvre du PADSOC et pour la sauvegarde de la démocratie en R.D.C. Ce soutien des partenaires peut être financier, technique ou institutionnel. Des ressources initiales au lancement du PADSOC sont aussi requises pour faire créer les groupes citoyens dans les paroisses respectives et lancer des activités de renforcement de leurs capacités.

Les personnes ou organisations qui adhèrent à la mission et objectifs du PADSOC tels que définis dans ses deux documents (projet initial et projet actualisé), du reste complémentaires entre eux, pourront soutenir sa mise en œuvre à travers l'une ou l'autre des modalités d'appui présentées ci-dessus. Les informations pour concrétiser cet appui seront fournies sur demande en contactant le CARSOC par les coordonnées indiquées dans le présent document.

## **ANNEXE 2.**

### **Présentation du CARSOC et du PARNaC**

## ORIGINE

Le Centre d'Appui au Renforcement de la Société Civile et la Bonne Gouvernance en R.D. Congo est une ONG congolaise enregistrée aux Ministères de la Justice et de l'Intérieur. Le CARSOC développe ses projets en partenariat avec l'Institut pour la Reconstruction de la Société Congolaise qui s'occupe du plaidoyer international. L'IRSC est le nouveau nom du « Groupe de Recherches sur la Paix et la Construction de l'État en R.D. Congo (GREPACEC) » enregistré au Canada.

Le CARSOC a exécuté de juin 2022 à décembre 2023 le « Programme élections R.D. Congo – 2023 de la société civile congolaise » pour appuyer les acteurs (civils et politiques) prodémocratie.

Le « Projet d'Appui à la Réingénierie de la Nation Congolaise (PARNaC) » qui lui succède se fonde sur ces constats :

1. La R.D.C. se trouve piégée dans une trajectoire institutionnelle inefficace.
2. L'« état d'anomie » s'amplifie en R.D.C. tant au niveau micro que macro-sociétal.
3. Le blocage dans le sous-développement politique, économique et social ainsi que la persistance des guerres à l'Est de la R.D.C.

Le PARNaC a été lancé à Kinshasa à travers différentes activités (atelier et plaidoyer) réalisées de mars à juin 2024 auprès de grandes organisations de la société civile, des acteurs politiques, des élus et institutions issus des élections de 2023 et des partenaires au développement de la R.D.C.

## COMPOSANTES

Le PARNaC a trois composantes :

1. Le PADSOC - Programme Permanent d'Appui au

Développement de la Société Civile Congolaise : en charge de réorganiser l'action civile pour transformer le champ politique congolais. Ce programme développe trois chantiers :

- Construire une société civile mobilisable;
  - Construire une révolution démocratique à l'horizon 2028;
  - Construire une approche innovante pour une paix durable à l'Est de la R.D.C.
2. Le PDCP : Programme de Développement de Compétences et Professionnalisme dans la société Civile : en charge du recyclage des compétences professionnelles nécessaires à l'ingénierie sociétale. L'unique chantier de ce programme est l'opérationnalisation d'une école de haut niveau pour

développer massivement les compétences professionnelles des congolais.

3. Le PGTEES - Programme Gouvernemental de Transformation de l'État, de l'Économie et de la Société : en charge de proposer des politiques publiques pertinentes aux gouvernants. Son chantier principal consiste à approfondir et opérationnaliser les propositions d'actions gouvernementales contenues dans l'Agenda-2024 ayant servi au lancement du PARNaC.

## VISION

La vision du PARNaC est l'émergence et la consolidation d'un État réformateur efficace pour le développement intégré et intégral de la R.D. Congo.

## OBJECTIFS

1. Élargir le bassin des politiciens réformateurs au sein des institutions de la République et de la classe politique congolaise.
2. Faire adopter par les gouvernants des stratégies pertinentes de transformation profonde de l'État, de l'économie et de la société.
3. Renforcer la société civile congolaise comme groupe de pression efficace sur les gouvernants et ses membres comme des acteurs de changement/développement institutionnel dans leurs professions respectives.

## RESSOURCES

Financé à ces jours uniquement par ses initiateurs, le PARNaC est à la recherche des partenaires. Nos contacts sont :

[carsocasbl@yahoo.com](mailto:carsocasbl@yahoo.com)

[irsc.org@gmail.com](mailto:irsc.org@gmail.com)

Tél/Whatsapp: +1 514 970 8392 / +243 815 733 053



## CARSOC

Centre d'Appui au Renforcement de la Société Civile et la Bonne Gouvernance en R.D. Congo

*Projet d'Appui à la Réingénierie de la Nation Congolaise = PARNaC =*

En partenariat avec :

Institut pour la Reconstruction de la Société Congolaise  
IRSC (GREPACEC)